

## Actualités OFS



06 Industrie et services

Neuchâtel, décembre 2021

# Portrait des PME suisses, 2011–2019

**Les petites et moyennes entreprises (PME) font battre le pouls de l'économie suisse. Elles génèrent plus de deux tiers des emplois et concentrent plus de 99% des entreprises marchandes. La Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) offre un niveau de détail élevé et permet de dresser un portrait approfondi des PME suisses. La proportion et la structure des PME varient fortement en fonction des activités économiques et des régions géographiques. Entre 2011 et 2019, les PME ont gardé une importance et une répartition géographique stables. La proportion des entreprises de moins de 10 emplois a toutefois augmenté. Ainsi, les PME de très petite taille sont plus nombreuses, en particulier dans les centres urbains. En outre, les PME ont tendance à délaisser les secteurs primaire et secondaire au profit d'activités économiques du secteur des services. Finalement, la taille de l'entreprise et l'appartenance à un groupe jouent un rôle déterminant dans l'intégration des PME aux chaînes de valeur mondialisées.**

## Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) font l'objet d'une publication annuelle depuis l'année de référence 2014. La présente analyse porte sur la série 2011–2019. Elle repose sur les derniers résultats de la Statistique structurelle des entreprises (STATENT) qui ont été diffusés au mois de novembre 2021.

Cette diffusion a l'avantage de considérer une série de données STATENT 2011–2018 corrigées. Les corrections concernent principalement le début de la série. Les données ont pu être adaptées en tenant compte des livraisons de données sources de l'emploi (principalement AVS) qui n'avaient pas pu être intégrées dans les données de l'époque pour cause de décalage temporel. Ces corrections ont également permis de stabiliser certaines informations structurelles sur les plus grandes unités de la STATENT<sup>1</sup>.

## Terminologie

La comptabilité nationale constitue le cadre de référence de la présente analyse. Elle offre une terminologie spécifique qui classe les différents types d'unités formant le tissu économique suisse dans différentes catégories. Ainsi, les unités peuvent être définies en tant qu'unités «marchandes» ou «non marchandes» et appartenir au secteur dit «privé» ou «public». Ces éléments sont brièvement présentés ci-dessous:

- On considère qu'une unité est marchande lorsqu'elle produit des biens et services qui sont mis sur le marché à des prix qui couvrent en grande partie les coûts de production. La production non marchande est celle qui est fournie gratuitement ou à des prix qui ne couvrent pas une part significative des coûts. D'une manière générale, on considère que les prix ne couvrent pas les coûts si les recettes provenant de la vente représentent moins de 50% des coûts de fabrication.

<sup>1</sup> Un document explicatif sur la correction de la STATENT et ses implications est disponible à l'adresse suivante: [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch) → Trouver des statistiques → 06 – Industrie, services → Statistique structurelle des entreprises

- On considère qu'une unité fait partie du secteur public lorsqu'elle est contrôlée par les pouvoirs publics. Le contrôle passe souvent, mais pas nécessairement seulement, par la détention d'une part significative du capital-actions. Il est important de relever ici qu'une unité publique peut être active sur un marché concurrentiel et être, de ce fait, un producteur marchand<sup>2</sup>.

Le classement possible des différentes unités est donné dans le tableau T 1 ci-dessous. Les PME appartiennent à la catégorie des producteurs marchands. Cette catégorie, surlignée en gris dans la partie supérieure du tableau T 1, délimite le champ d'analyse de cette publication.

En se concentrant sur les unités marchandes, la présente analyse couvre la très grande majorité des unités (97,3%) et emplois (85,9%) suisses (voir tableau T 2).

## Unités marchandes et non marchandes selon le secteur

T1

Secteur		Définition	Exemples
Marchand	privé	Entreprise privée	Entreprises privées actives dans le commerce de détails
	public	Entreprise publique	Instituts de droit public, entreprises cantonales/communales tels que les hôpitaux universitaires, les entreprises de transports publics
Non marchand	privé	Institution sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	Partis politiques, syndicats, associations de consommateurs
	public	Administration	Administrations fédérales/cantonales/communales, police, service du feu et de secours

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2021

## Nombre d'unités et d'emplois par secteur, en 2019

T2

Secteur		Unités		Emplois	
		Abs,	En %	Abs,	En %
Marchand	privé	600 658	97,2	4 330 323	81,4
	public	734	0,1	240 347	4,5
Non marchand	privé	11 748	1,9	196 563	3,7
	public	4 563	0,7	555 471	10,4

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2021

<sup>2</sup> Il convient de préciser que la délimitation de ces unités se fonde ici sur les formes juridiques. Ces dernières sont un proxy pour estimer le contrôle, faute de données adéquates et exhaustives pour chiffrer la part des administrations publiques dans le capital-actions des différentes entreprises. Concrètement, les entreprises publiques marchandes sont constituées des entreprises ayant les formes juridiques suivantes: instituts de droit public, entreprises cantonales, de district, communales et entreprises publiques d'une corporation de droit public.

## Définition des classes de taille PME

T3

Classe de taille PME	Définition
<b>Petites et moyennes entreprises (PME)</b>	<b>1 à 249 emplois</b>
Microentreprises	moins de 10 emplois
Petites entreprises	10 à 49 emplois
Moyennes entreprises	50 à 249 emplois
<b>Grandes entreprises</b>	<b>250 emplois et plus</b>

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2021

Finalement, les unités marchandes peuvent être subdivisées entre différentes classes de taille en fonction du nombre d'emplois. Cette classification permet de distinguer les PME des grandes entreprises. L'OFS définit les PME comme des unités marchandes occupant moins de 250 personnes<sup>3</sup>. Les PME comprennent ainsi les microentreprises, petites et moyennes entreprises (voir tableau T3).

Une distinction entre PME «indépendante» ou PME faisant partie d'un groupe d'entreprises est proposée dans cette publication. Cette distinction est rendue possible grâce à l'exploitation des données de la Statistique des groupes d'entreprises (STAGRE) de l'OFS<sup>4</sup>. Cette dernière permet de savoir si une unité est, ou non, membre d'un groupe. Ce faisant, on s'intéresse aux unités légales en tenant compte de leur contexte organisationnel. Dans la STAGRE, on parle de «groupe d'entreprises» lorsqu'une entreprise contrôle une ou plusieurs autres unités (filiales). L'unité de contrôle ultime (tête du groupe) est celle qui n'est pas elle-même contrôlée par une autre entité. Elle décide des orientations stratégiques et économiques du groupe et détient – directement ou indirectement – la majorité des droits de vote dans les entreprises du groupe. On utilise le terme d'entreprise «indépendante» lorsque celle-ci ne fait pas partie d'un groupe et «filiale» lorsque celle-ci est membre d'un groupe d'entreprises. Ainsi, la typologie des PME, qui se rapproche de celle d'Eurostat (l'office statistique de l'Union européenne) permet de distinguer les catégories d'entreprises suivantes:

<sup>3</sup> La définition des PME peut reposer sur différents critères. Outre le nombre de personnes, l'Union européenne utilise deux autres critères (au choix): le chiffre d'affaires annuel (limité à 50 millions d'euros maximum), ou le total du bilan (avec un plafond fixé à 43 millions d'euros). Pour plus d'informations sur la définition des PME au niveau européen, voir: <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/structural-business-statistics/small-and-medium-sized-enterprises>

<sup>4</sup> L'OFS a publié pour la première fois cette statistique en décembre 2018. Pour de plus amples informations, voir: [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch) → Trouver des statistiques → 06 – Industrie, services → Statistique des groupes d'entreprises

## Catégories des entreprises en fonction de l'appartenance à un groupe

T 4

Catégorie	Définition
<b>Petites et moyennes entreprises (PME)</b>	<b>Entreprises occupant moins de 250 personnes en Suisse</b>
– PME indépendantes	PME qui n'appartiennent à aucun groupe d'entreprises
– Groupes de PME:	PME qui appartiennent à un groupe d'entreprises
– Petits groupes de PME (< 250 emplois)	PME faisant partie d'un groupe dont l'ensemble des emplois en Suisse est inférieur à 250. Le groupe ainsi que les entreprises filiales sont considérées comme des PME
– Grands groupes de PME (>= 250 emplois)	PME faisant partie d'un groupe dont l'ensemble des emplois en Suisse est supérieur à 249. Selon les recommandations de l'UE, les entreprises de cette catégorie ne devraient pas être considérées comme des PME
<b>Grandes entreprises</b>	<b>Entreprises occupant 250 personnes ou plus en Suisse</b>

Sources: OFS – STATENT, STAGRE

© OFS 2021

Cette typologie sera notamment utilisée dans le cadre de l'analyse sur les caractéristiques des PME qui échantillent sur le commerce extérieur de biens. Cette analyse est proposée en fin de publication. Les analyses ci-dessous appliquent la définition «stricte» des PME, à savoir: toutes entreprises occupant moins de 250 personnes indépendamment de leur appartenance à un groupe.

### Les microentreprises sont toujours plus nombreuses et plus petites

En 2019, la Suisse compte plus de 600 000 entreprises pour environ 4,6 millions d'emplois. 99,7% des entreprises ont moins de 250 emplois et sont donc définies comme PME. Plus de deux tiers des emplois suisses (67,1%) se concentrent au sein des PME. Les proportions sont relativement stables entre 2011 et 2019 (voir tableau T5). Si l'on s'attarde sur les classes de taille au

sein des PME, on relève une légère augmentation de la part de microentreprises en termes d'unités (+0,2 point de pourcentage) et à l'inverse une diminution en termes d'emplois (-1,1 pp).

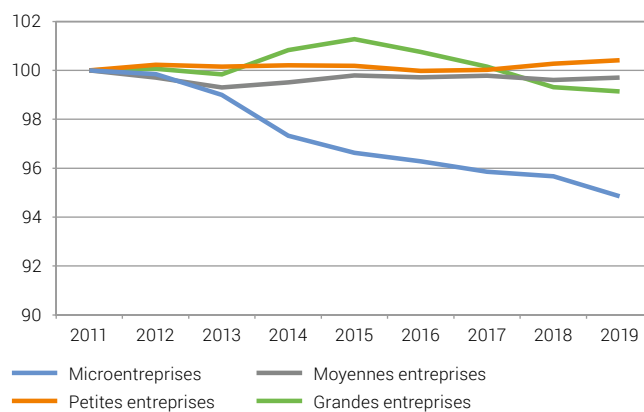
Sur la période 2011–2019, cela se traduit par une baisse de la taille moyenne des microentreprises alors que les autres classes de taille conservent une taille moyenne globalement stable. L'évolution contrastée de la taille moyenne entre classes de taille est représentée dans le graphique G1.

Après cette première vue d'ensemble, il s'agit de mettre en évidence l'évolution des PME et leurs apports à la croissance du nombre d'entreprises et d'emplois. Le graphique G2 décompose, dans sa partie supérieure, la contribution à la croissance du nombre d'entreprises et dans sa partie inférieure celle du nombre d'emplois par classe de taille.

Sur la série 2011–2019, l'évolution du nombre d'entreprises et d'emplois est positive. La croissance du nombre d'entreprises est quasiment uniquement attribuable aux microentreprises alors que celle du nombre d'emplois est répartie de façon plus homogène entre les PME et les grandes entreprises. Depuis 2016, on peut relever une croissance de plus en plus importante du nombre de grandes entreprises. Ce dynamisme des grandes

### Évolution de la taille moyenne des entreprises par classe de taille (index 2011=100)

G 1



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2021

### Nombre d'entreprises et d'emplois par classes de taille, en 2011 et 2019

T 5

	Entreprises				Emplois			
	2011		2019		2011		2019	
	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %
<b>Total</b>	<b>546 912</b>	<b>100,0</b>	<b>601 392</b>	<b>100,0</b>	<b>4 215 501</b>	<b>100,0</b>	<b>4 570 670</b>	<b>100,0</b>
Petites et moyennes entreprises (PME)	545 400	99,7	599 686	99,7	2 873 193	68,2	3 069 129	67,1
– Microentreprises	489 179	89,5	539 604	89,7	1 117 158	26,5	1 168 809	25,6
– Petites entreprises	47 758	8,7	50 758	8,4	917 778	21,8	979 464	21,4
– Moyennes entreprises	8 463	1,5	9 324	1,6	838 257	19,9	920 856	20,1
Grandes entreprises	1 512	0,3	1 706	0,3	1 342 308	31,8	1 501 541	32,9

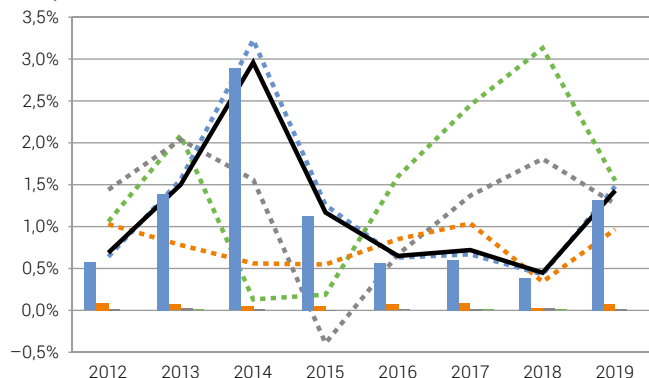
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2021

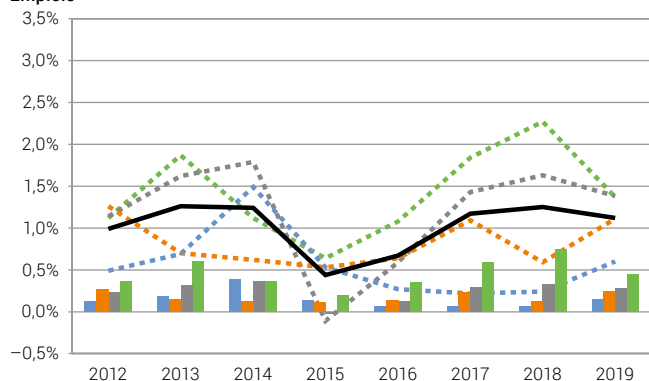
## Contribution à la croissance du nombre d'entreprises marchandes et d'emplois selon la classe de taille, de 2012 à 2019

G2

### Entreprises marchandes



### Emplois

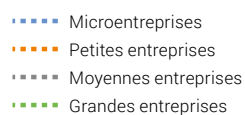


— Taux de croissance de toutes les classes de taille confondues

#### Contribution à la croissance



#### Taux de croissance annuel



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2021

entreprises a peu d'impact sur l'évolution en termes d'unités du fait de leur faible proportion, mais il se manifeste bien plus sur la contribution à la croissance de l'emploi. L'évolution de l'emploi est en effet davantage prononcée dans les grandes entreprises que dans le reste de l'économie, avec un taux croissance au paroxysme en 2018.

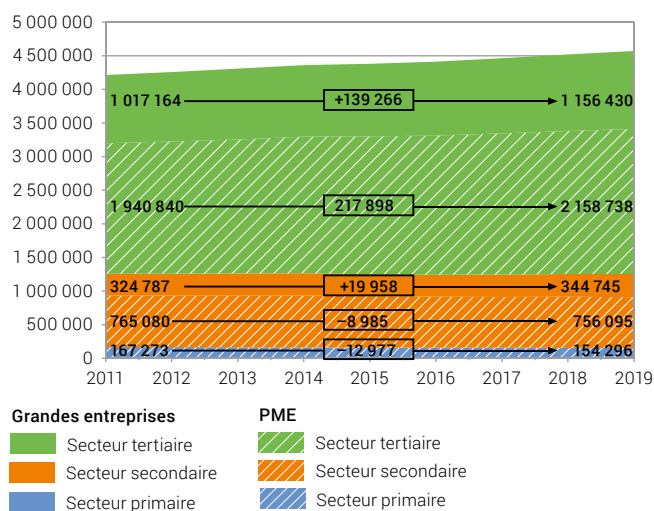
Quant aux très petites entreprises (de moins de 10 emplois), leur contribution à l'évolution de l'emploi est légèrement plus marquée au début de la série (2011–2014). Ceci s'explique notamment par la taille moyenne tendancielle en baisse comme relevé dans le graphique G1.

## Une tertiarisation de l'économie qui se poursuit

Après avoir évalué l'importance des PME au fil des dernières années, une analyse de leur évolution au sein des différents secteurs économiques est proposée ici.

### Évolution et répartition des emplois par secteur économique et classe de taille, de 2011 à 2019

G3



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2021

Entre 2011 et 2019, les PME et les grandes entreprises du secteur tertiaire gagnent respectivement 217 898 et 139 266 emplois, rajoutant ainsi plus de 350 000 emplois au secteur des services. Dans le secteur secondaire, l'emploi augmente de manière plus modeste avec près de 11 000 emplois additionnels sur la même période. Cette évolution positive est toutefois contrastée puisqu'elle concerne uniquement les grandes entreprises. En effet, ces dernières comptent près de 20 000 emplois supplémentaires alors que les PME en perdent 8985. Quant au secteur primaire, la tendance est à la baisse avec un recul de près de 13 000 emplois entre 2011 et 2019. Cette perte est exclusivement imputable aux PME qui concentrent la quasi-totalité des emplois de ce secteur.

Sur la période 2011–2019, la hausse du nombre d'emplois est plus importante pour les PME que pour les grandes entreprises. Toutefois, la progression du nombre de places de travail dans les PME se limite au secteur tertiaire contrairement aux grandes entreprises. Ces dernières comptabilisent davantage d'emplois dans les trois secteurs économiques. On observe ainsi une tertiarisation de l'économie, globalement plus marquée au sein des PME.

Une analyse plus fine au niveau des activités économiques<sup>5</sup> permet d'expliquer les différentes évolutions sectorielles présentées ci-dessus.

<sup>5</sup> Les activités économiques sont définies dans la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA). Pour plus d'informations sur les niveaux de classification et les codes utilisés, consulter : [www.kubb-tool.bfs.admin.ch/fr](http://www.kubb-tool.bfs.admin.ch/fr)

## Enregistrant l'une des plus fortes progressions de l'emploi, la «santé et action sociale» est en passe de devenir la première branche du pays

En 2011, tout comme en 2019, l'«industrie manufacturière» (C) et le «commerce» (G) concentrent le plus d'emplois, avec respectivement 15,2% et 14,3% du total des effectifs. Néanmoins, la tendance est à l'effritement pour ces deux activités (voir graphique G4). Il faut se tourner vers la troisième branche du pays pour trouver la plus forte progression absolue de l'emploi entre 2011 et 2019. En effet, quelques 122 000 emplois supplémentaires de la branche «santé et action sociale» (Q) viennent placer cette activité en troisième position avec près de 615 000 emplois en 2019. La «santé et action sociale» (Q) se rapproche ainsi de plus en plus des deux premières branches et pourrait devenir le premier employeur du pays si la tendance se poursuit dans les années à venir.

Tant les PME (+62 852 emplois) que les grandes entreprises (+59 389 emplois) ont contribué au dynamisme de la santé et l'action sociale (Q). Les grandes entreprises comptent plus d'emplois principalement dans les «activités hospitalières» (NOGA 8610) et l'«hébergement médicalisé» (NOGA 8710) alors que les PME progressent principalement dans les «autres activités pour la santé humaine» (NOGA 8690) tel que la physiothérapie, psychothérapie et psychologie ou encore la «médecine spécialisée» (NOGA 8622) et l'«action sociale sans hébergement pour jeunes enfants» (NOGA 8891).

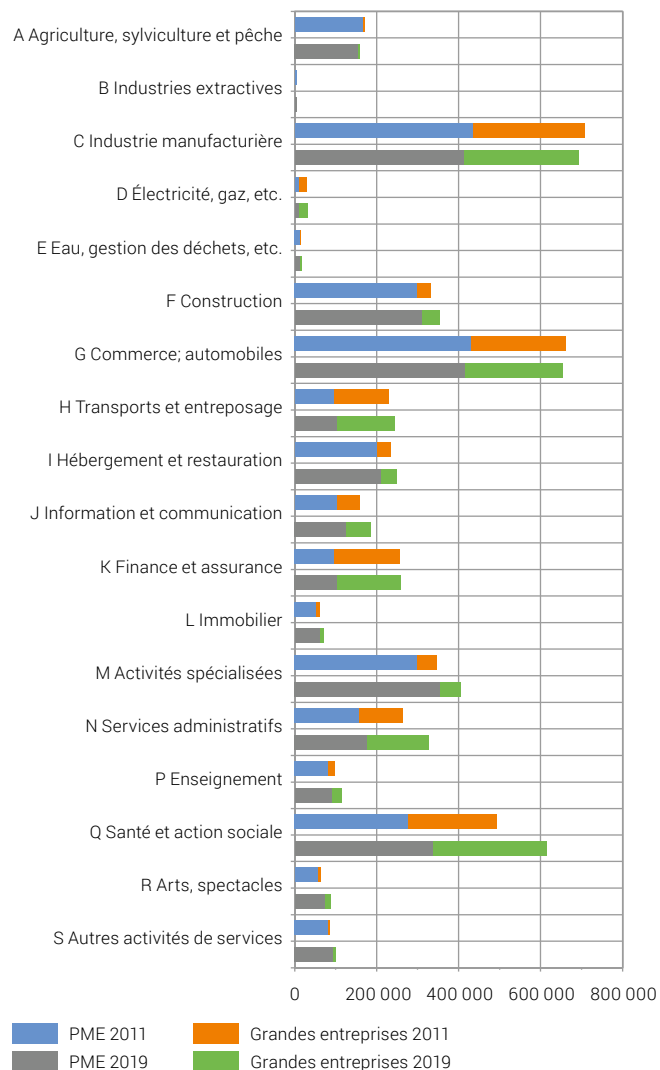
Cette progression des PME dans les activités liées à la santé a la particularité de se concentrer au sein de structures de très petite taille. On peut ainsi relever une taille moyenne des PME de 2,4 emplois et respectivement 3,3 emplois pour les «autres activités pour la santé humaine» (NOGA 8690) et la «médecine spécialisée» (NOGA 8622). Cela souligne un dynamisme des PME qui sont de plus en plus nombreuses dans des petites structures de services à la personne avec très peu de main-d'œuvre.

Si la dynamique est assez claire et relativement homogène dans la «santé et action sociale», elle est à l'inverse plus contrastée dans les deux principales branches citées en début de chapitre. Les évolutions sont en effet divergentes selon les types activités couvertes par l'«industrie manufacturière» et le «commerce».

Dans l'«industrie manufacturière», des pertes d'emplois importantes sont à relever dans la «fabrication d'équipements électriques» (NOGA 27, -6497 emplois) ainsi que dans l'«imprimerie et reproduction d'enregistrements» (NOGA 18, -7220). À contrario, l'emploi a progressé dans l'«industrie alimentaire» (NOGA 10) à la fois au sein des PME (+2289 emplois) et des grandes entreprises (+3379 emplois). La «fabrication de boissons» (NOGA 11) est également favorable aux PME (+1310 emplois) grâce notamment à la «fabrication de bières» (NOGA 1105), activité au sein de laquelle les PME voient leurs emplois progresser de 812 à 1440 entre 2011 et 2019 (+77,2%). Finalement, sans l'industrie pharmaceutique (NOGA 21) et ses quelques 9000 places de travail supplémentaires créées entre 2011 et 2019, le déclin du secteur secondaire aurait été bien plus prononcé sur la période.

## Répartition des emplois par activité économique et classe de taille, en 2011 et en 2019

G4



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

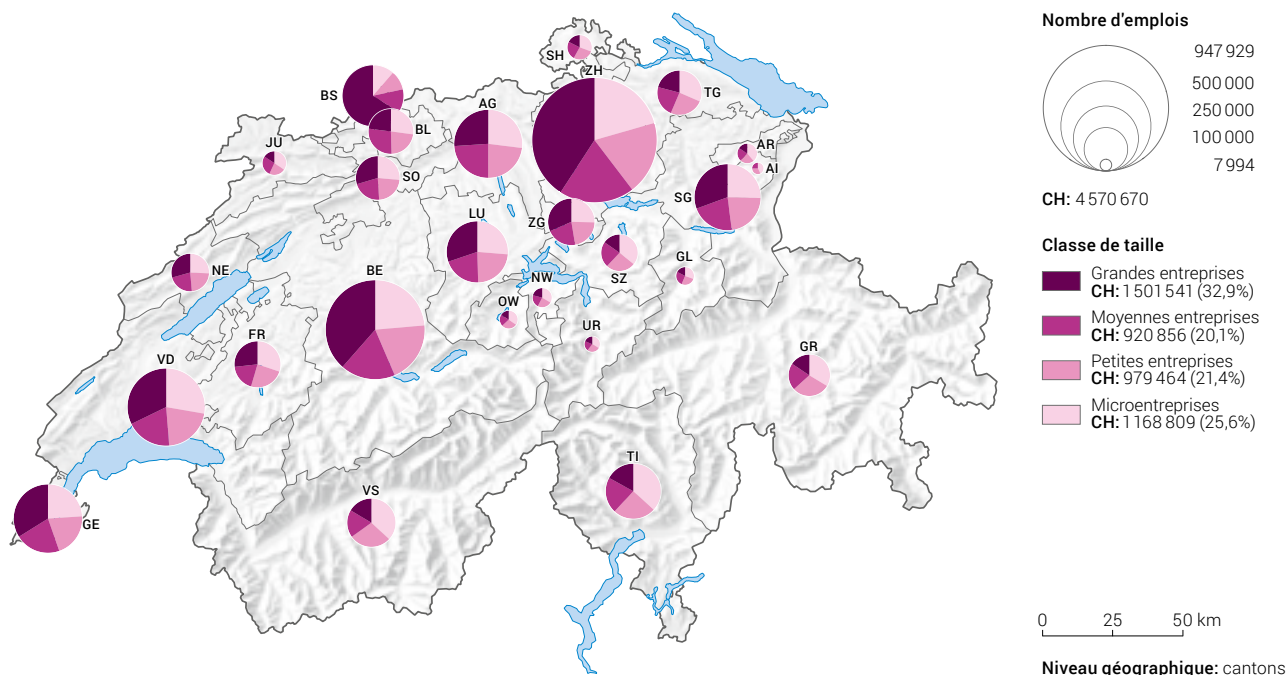
© OFS 2021

Dans la branche du «Commerce» (G), les effectifs sont en recul, essentiellement sous l'influence de la suppression près de 12 000 emplois dans le «commerce de détail» (NOGA 47) entre 2011 et 2019. Sur ce total, près de 10 200 emplois ont été supprimés dans les PME. Ces pertes d'emplois concernent principalement les domaines de l'«alimentation» (NOGA 4711), l'«habillement» (NOGA 4771) ou encore du «mobilier et autres articles de ménages» (NOGA 4759). Cela dénote un certain effritement des petits commerces de proximités.

À l'inverse, les grandes entreprises actives dans le «commerce de gros» (NOGA 46, +6410 emplois) et dans le «commerce et la réparation d'automobiles et motocycles» (NOGA 45, +2367 emplois) ont permis d'atténuer la décroissance de l'emploi de la branche «Commerce» (G) sur la période.

## Répartition des emplois par classe de taille, en 2019

G5



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2021

## Répartition des emplois et des entreprises par classe de taille et typologie de commune, en 2011 et 2019

T6

Classe de taille	Typologie de commune	Entreprises		Emplois	
		2011	2019	2011	2019
<b>Total</b>		<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
PME	Urbain	62,2%	63,5%	46,5%	46,0%
	Rural	19,6%	19,3%	12,3%	12,2%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	17,9%	16,9%	9,4%	9,0%
Microentreprises	Urbain	55,0%	56,5%	16,1%	15,9%
	Rural	17,8%	17,5%	5,3%	5,0%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	16,7%	15,7%	5,1%	4,6%
Petites entreprises	Urbain	6,0%	5,9%	15,2%	15,0%
	Rural	1,6%	1,5%	3,9%	3,9%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	1,1%	1,0%	2,6%	2,5%
Moyennes entreprises	Urbain	1,2%	1,1%	15,1%	15,1%
	Rural	0,3%	0,3%	3,1%	3,3%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,1%	0,1%	1,7%	1,8%
Grandes entreprises	Urbain	0,2%	0,2%	29,3%	29,9%
	Rural	0,0%	0,0%	1,8%	2,0%
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,0%	0,0%	0,7%	0,9%

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2021

## Des centres urbains particulièrement attractifs

Cette section propose une analyse de la répartition géographique des PME. La part des PME est très forte dans tous les cantons, et ce de façon relativement homogène. Toutefois, la situation est plus contrastée au niveau des emplois (voir graphique G5).

Les cantons à caractère urbains (par exemple: Bâle-Ville ou Zürich) se distinguent des cantons à caractère ruraux (par ex: Appenzell Rhodes-Intérieures ou Schwyz). Les premiers ont une forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises, tandis que les seconds ont des emplois principalement dans les microentreprises et les petites entreprises.

Si on considère l'évolution de la structure des PME selon le type de communes (voir tableau T6), on observe un attrait grandissant des microentreprises pour les communes à caractère «urbain»<sup>6</sup>. En effet, la part des microentreprises dans les centres urbains augmente de 1,5 point de pourcentage alors que cette part reste stable voire diminue pour les autres types d'entreprises.

Il est intéressant de relever que la hausse de la part des microentreprises dans les communes urbaines est associée à une baisse de la part des emplois (-0,2 pp), ce qui s'explique par la baisse tendancielle de la taille moyenne des microentreprises relevée précédemment. Par ailleurs, l'emploi des grandes entreprises a également tendance à se concentrer davantage dans les centres urbains (+0,6 pp).

Les centres urbains révèlent donc un réel attrait pour les entreprises suisses en captant à la fois la hausse du nombre de microentreprises et celle du nombre d'emplois des grandes entreprises.

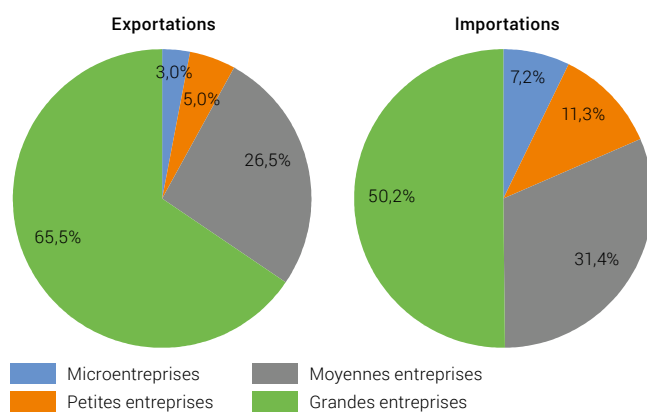
## Le commerce extérieur de biens en mains des groupes d'entreprises et des entreprises de plus de 10 emplois

Petit pays en plein cœur de l'Europe, la Suisse est confrontée au défi des chaînes de valeurs mondialisées. Elle tire parti d'une économie prospère, marquée par un dynamisme avéré sur les marchés internationaux, avec notamment une balance commerciale traditionnellement positive. Dans cet environnement, les groupes d'entreprises multinationaux occupent une place centrale de par leurs structures transnationales. Ces groupes opèrent dans plusieurs pays avec des tissus économiques composés naturellement de PME. Ce chapitre s'intéresse, dans un premier temps, à la taille des entreprises dans le «commerce extérieur de bien». Puis l'effet de l'appartenance à un groupe est ajouté à l'examen de la manière de laquelle les PME participent aux échanges internationaux. À cette fin, deux sources d'informations sont pertinentes. D'une part, les données de l'Administration fédérale des douanes (AFD) permettent d'identifier les entreprises exportatrices/

importatrices ainsi que les valeurs des transactions. D'autre part, la statistique des groupes d'entreprises (STAGRE)<sup>7</sup> fournit la structure et le périmètre des groupes d'entreprises.

Le graphique G6 montre l'importance des grandes entreprises dans le commerce extérieur de biens. Elles génèrent à elles seules plus de la moitié de la valeur, exprimée en francs, des échanges de biens entre la Suisse et l'étranger, avec une proportion de 65,5% à l'exportation et de 50,2% à l'importation. Viennent ensuite les moyennes entreprises (26,5% des exportations et 31,4% des importations), suivies des petites et enfin des microentreprises. Toutes tailles confondues, les PME constituent un pan important du commerce extérieur de biens en se partageant à part égale avec les grandes entreprises le volume des imports et un peu plus du tiers des exports. Il existe toutefois un lien étroit entre la taille et la valeur des importations et exportations de biens. Plus l'entreprise compte d'emplois, plus grande est sa part dans le commerce extérieur de biens.

## Quotepart des valeurs des exportations et importations de biens par classe de taille, en 2019 G6



Sources: OFS – STATENT, AFD

© OFS 2021

<sup>6</sup> La définition d'une commune à caractère urbain est basée sur la typologie des communes de l'OFS. Plus d'informations sont disponibles à l'adresse suivante: [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch) → Trouver des statistiques → 02 – Espace, environnement → Typologie des communes et typologie urbain-rural

<sup>7</sup> Pour plus détails sur la STAGRE: [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch) → Trouver des statistiques → 06 – Industrie, services → Statistique des groupes d'entreprises

Afin de prendre la pleine mesure de l'importance des PME dans les échanges commerciaux avec l'étranger, il est nécessaire d'aller un pas plus loin en considérant les caractéristiques des unités importatrices et exportatrices indépendamment des montants absolus des transactions. À cette fin, le graphique G7 distingue les entreprises qui réalisent au moins une exportation ou une importation de biens avec l'étranger de celles qui n'en réalisent aucune.

En Suisse, moins d'un quart des entreprises (23,5%) échangent avec l'étranger via au moins une exportation ou une importation de biens. Toutefois, ces entreprises représentent plus de deux tiers (68,5%) de l'ensemble des emplois de l'économie marchande.

À partir de 10 emplois, toutes les classes de taille comptent une majorité d'entreprises et d'emplois agissant directement<sup>8</sup> sur le commerce extérieur de marchandises. On peut relever que la quasi-totalité des grandes entreprises participent aux exportations et importations de biens (93,8% des unités et 97,1% des emplois). Le graphique G7 illustre clairement une relation positive entre la taille des entreprises et la participation directe au commerce extérieur de biens.

Après avoir identifié l'importance de la taille de l'entreprise comme caractéristique essentielle des entreprises opérant sur le commerce extérieur de biens, il est proposé de poursuivre l'analyse en ajoutant l'effet de l'appartenance à un groupe. Selon une publication récente de l'OFS sur le comportement des groupes d'entreprises<sup>9</sup>, neuf dixièmes des transactions du commerce extérieur de biens (en francs suisses) sont réalisés par des entreprises membres d'un groupe. Qu'en est-il des PME suisses? Dans quelle mesure appartiennent-elles à un groupe? Le cas échéant, sont-elles relativement plus actives dans le commerce extérieur de biens?

La terminologie des différentes catégories d'entreprises présentée en début de cette publication permet d'apporter quelques éléments de réponses (voir tableau T7).

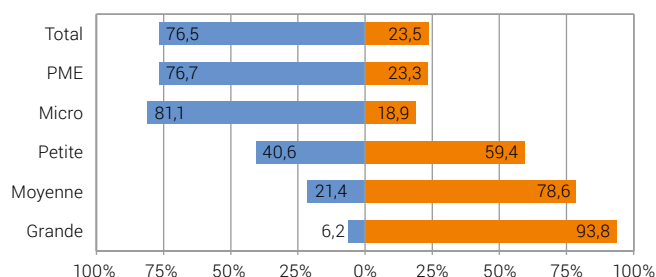
La répartition des entreprises et emplois exprimée selon l'appartenance à un groupe (voir tableau T7) montre que le tissu économique suisse est majoritairement composé de PME indépendantes (95,1%). Moins d'une PME sur 20 fait partie d'un groupe d'entreprises. L'image est différente lorsqu'on s'intéresse au nombre d'emplois concentrés au sein des groupes de PME. Ici, la part relative est trois fois supérieure et dépasse les 15% des emplois suisses. Finalement, c'est lorsque l'on s'intéresse au volume des échanges que l'appartenance à un groupe joue un rôle déterminant pour les PME avec une part de 33,8% pour les groupes de PME. Vues sous cet angle, les PME indépendantes ont un rôle marginal (6,8% du volume des échanges) alors qu'elles représentent plus de 95% des entreprises et la moitié des emplois (51,6%).

<sup>8</sup> Les entreprises qui ne réalisent aucune importation ou exportation de biens avec l'étranger peuvent toutefois avoir un lien indirect avec le commerce extérieur de biens. Notamment en fournissant des activités de soutien ou des marchandises à des entreprises qui agissent directement sur le commerce extérieur de biens. Dans le cadre de la présente publication, ces entreprises sont considérées comme des entreprises sans activités d'imports/exports de biens.

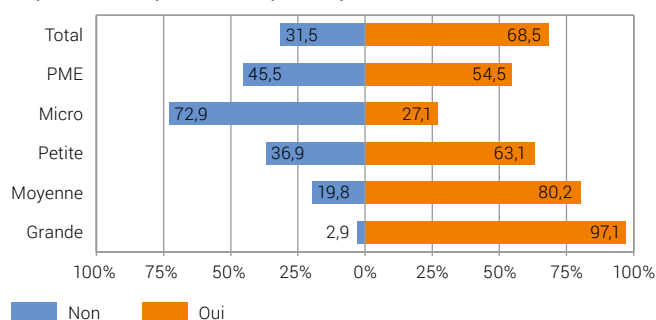
<sup>9</sup> «Portrait des groupes d'entreprises en Suisse 2014–2019», OFS, 2020, disponible via: [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch) → Trouver des statistiques → 06 – Industrie, services → Statistique des groupes d'entreprises

## Commerce extérieur de biens, répartition des entreprises et des emplois par classe de taille, en 2019 G7

### Entreprises avec imports/exports de biens



### Emplois des entreprises avec imports/exports de biens



Sources: OFS – STATENT, AFD

© OFS 2021

On peut ainsi conclure que les PME suisses sont relativement peu contrôlées par des groupes. Celles qui font partie d'un groupe ont une taille moyenne et un poids dans le commerce extérieur de biens bien plus significatifs.

Le graphique G8 illustre le contraste entre les PME indépendantes et les groupes de PME. Seule une PME indépendante sur cinq (21,5%) échange des biens sur le marché international. Cette proportion triple pour les PME faisant partie d'un groupe (58,6%).

Il ressort de cette analyse que non seulement la taille de l'entreprise mais aussi l'appartenance à un groupe jouent un rôle déterminant dans les échanges internationaux de biens. Si dans cette analyse, nous avons mis en évidence ces deux facteurs importants, il n'en reste pas moins qu'il peut y avoir de multiples autres raisons qui amènent une entreprise à faire du commerce de biens avec l'étranger.

Une analyse de la structure des unités exportatrices/importatrices par activité économique montre que, dans certaines branches, une proportion importante de PME indépendantes échange des biens avec l'étranger. Par conséquent, le critère de l'appartenance à un groupe ne doit pas être considéré comme un facteur «sine qua non». Toutefois, on relève que ces mêmes PME indépendantes ont une taille moyenne relativement plus grande que les PME indépendantes qui n'effectuent aucun échange de biens.



## Volume des imports/exports et nombre d'entreprises et d'emplois par catégorie d'entreprise, en 2019

T7

Catégorie	Entreprises		Emplois		Emplois moyens	Volume imports/exports	
	Nombre	En %	Nombre	En %		En millions de francs	En %
<b>Total entreprises marchandes</b>	<b>601 392</b>	<b>100</b>	<b>4 570 670</b>	<b>100</b>	<b>7,6</b>	<b>532 186 000</b>	<b>100</b>
PME:	599 686	99,7	3 069 129	67,1	5,1	215 983 922	40,6
– PME indépendantes	571 737	95,1	2 357 527	51,6	4,1	36 137 319	6,8
– Groupes de PME:	27 949	4,6	711 602	15,6	25,5	179 846 604	33,8
– Petits groupes de PME (< 250 emplois)	22 974	3,8	446 044	9,8	19,4	124 027 439	23,3
– Grands groupes de PME (≥ 250 emplois)	4 975	0,8	265 558	5,8	53,4	55 819 165	10,5
Grandes entreprises	1 706	0,3	1 501 541	32,9	880,2	316 202 078	59,4

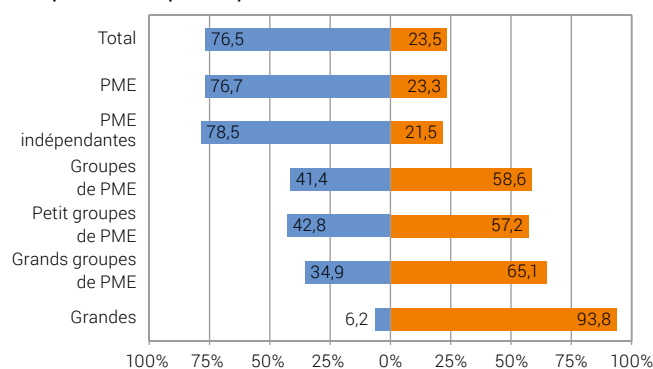
Sources: OFS – STATENT, STAGRE, AFD

© OFS 2021

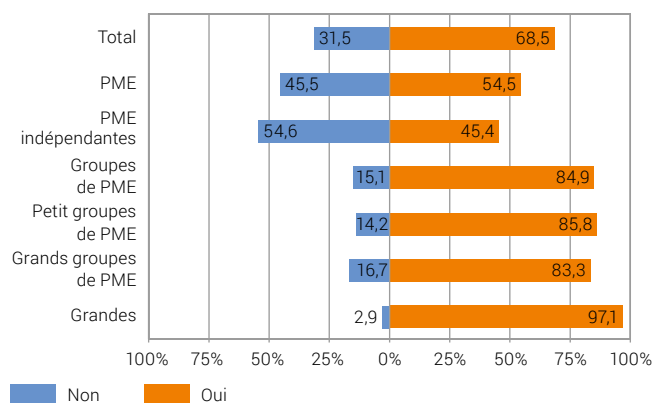
### Part des entreprises et des emplois participant au commerce extérieur de biens par type d'entreprise, en 2019

G8

#### Entreprises avec imports/exports de biens



#### Emplois des entreprises avec imports/exports de biens



Sources: OFS – STATENT, STAGRE, AFD

© OFS 2021

Parmi les branches qui ont un poids important dans le commerce extérieur de biens, on peut mentionner le «commerce de gros» (NOGA 46). Cette activité économique compte près de 18 000 PME indépendantes dont près de deux tiers (65,8%) échangent des biens avec l'étranger. Cette catégorie de PME emploie en moyenne près de 6 personnes contre moins de 2 pour les PME indépendantes de cette branche qui n'effectuent aucun import et export de biens<sup>10</sup>.

Quelques activités présentent le même profil que le commerce de gros avec une forte proportion de PME indépendantes, relativement grandes et menant des activités d'importation et exportation de biens. Cette configuration se retrouve principalement dans l'industrie manufacturière, avec des branches telles que «fabrication de produits métalliques» (NOGA 25), «fabrication de produits informatiques» (NOGA 26), «fabrication d'équipements électriques» (NOGA 27) ou encore «fabrication machines et d'équipements» (NOGA 28).

<sup>10</sup> Les entreprises du commerce de gros qui n'effectuent aucun échange de biens entre la Suisse et l'étranger peuvent toutefois effectuer des échanges entre deux pays à l'étranger et contrôler ces activités depuis la Suisse (p. ex. commerce de transit). Dans le cadre de la présente analyse, ces unités sont considérées comme n'effectuant aucun import/export de biens car leurs activités de commerce n'impliquent pas de passage de biens à la frontière nationale.

## Répartition des entreprises par classes de taille pour une sélection de pays, en 2018

T8

Pays	Microentreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	PME	Grandes entreprises	Nombre d'entreprises
Grèce	94,8%	4,6%	0,5%	99,9%	0,1%	702 192
Italie	94,6%	4,8%	0,6%	99,9%	0,1%	3 672 852
Portugal	95,2%	4,1%	0,6%	99,9%	0,1%	891 007
Slovaquie	97,1%	2,3%	0,5%	99,9%	0,1%	490 238
Espagne	94,3%	4,9%	0,6%	99,9%	0,1%	2 621 875
France	95,6%	3,7%	0,6%	99,9%	0,1%	2 826 695
Pays-Bas	95,6%	3,5%	0,7%	99,9%	0,1%	1 213 472
Belgique	95,0%	4,2%	0,7%	99,8%	0,2%	630 374
Turquie	93,4%	5,5%	0,9%	99,8%	0,2%	2 840 394
Slovénie	94,5%	4,5%	0,9%	99,8%	0,2%	144 496
Pologne	94,8%	4,3%	0,8%	99,8%	0,2%	1 940 618
Norvège	91,3%	7,4%	1,1%	99,8%	0,2%	276 388
Islande	93,2%	5,5%	1,0%	99,8%	0,2%	28 698
Finlande	90,9%	7,5%	1,3%	99,7%	0,3%	228 144
Croatie	90,8%	7,6%	1,2%	99,7%	0,3%	151 984
Royaume-Uni	90,2%	8,2%	1,3%	99,7%	0,3%	2 180 832
Danemark	88,4%	9,5%	1,8%	99,7%	0,3%	224 130
<b>Suisse</b>	<b>86,8%</b>	<b>11,0%</b>	<b>1,9%</b>	<b>99,7%</b>	<b>0,3%</b>	<b>369 156</b>
Autriche	86,8%	11,2%	1,7%	99,6%	0,4%	315 150
Allemagne	83,2%	14,2%	2,2%	99,6%	0,4%	2 587 234
Luxembourg	87,2%	10,3%	2,1%	99,5%	0,5%	34 233

Sources: OFS – STATENT; OECD – SDBS (Structural Business Statistics)

© OFS 2021

## Les PME suisses sensiblement plus grandes en comparaison internationale

Au niveau international, les PME représentent la grande majorité des entreprises. Ainsi, en 2018 (dernière année pour laquelle les données sont disponibles pour un nombre significatif de pays<sup>11</sup>), la part des PME dans l'économie marchande est supérieure à 99,5%<sup>12</sup> dans l'ensemble des pays considérés (voir tableau T8).

Au sein des PME, les pays présentent toutefois des structures différentes. Avec une proportion de 86,8% de microentreprises, la Suisse figure au côté l'Allemagne (83,2%) parmi les pays ayant le moins de microentreprises. À contrario, la Suisse possède davantage de petites et moyennes entreprises.

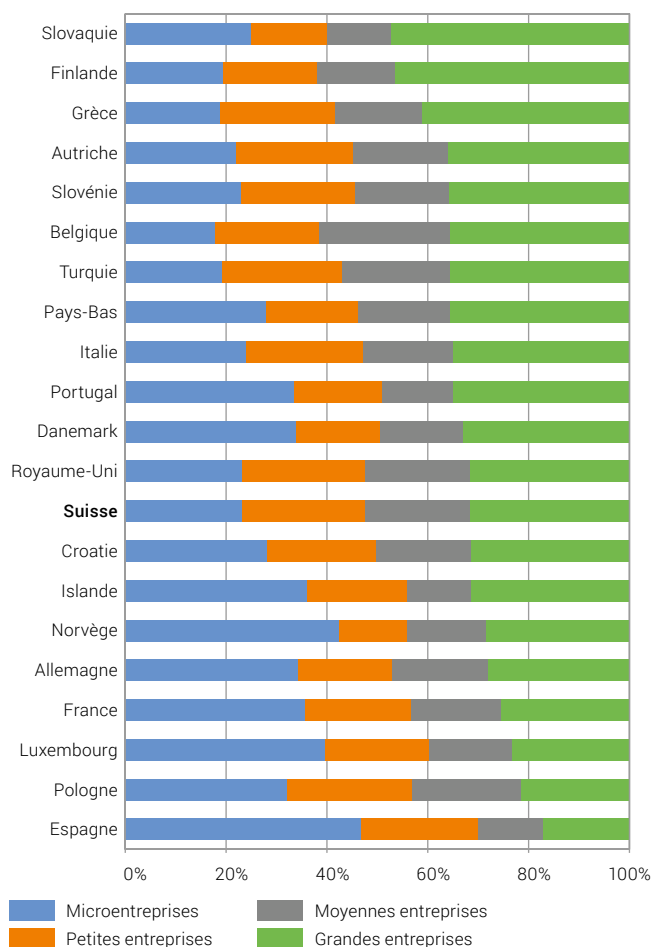
Le poids relativement plus important des entreprises d'au moins dix emplois a pour conséquence que la Suisse dispose de PME globalement grandes en comparaison internationale. Il induit également une relative homogénéité de la répartition des emplois entre les différentes classes de taille et une proportion d'emploi au sein des PME au-dessus de la moyenne des pays considérés (voir graphique G9).

<sup>11</sup> Les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles des entreprises (Dataset: SDBS Structural Business Statistics (ISIC Rev. 4). Par rapport à la publication de l'OFS sur les PME en 2018, l'Irlande a été abandonnée à cause du manque de données. À l'inverse, la Croatie a été introduite dans l'analyse.

<sup>12</sup> Il convient de noter que la définition de l'économie marchande utilisée dans les bases de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles est très différente de celle utilisée dans les chapitres précédents. En Suisse, l'économie marchande exclut les administrations publiques ainsi que les institutions sans but lucratif (ISBSM) au service des ménages. L'OCDE applique un découpage qui va au-delà de cette définition. Ainsi, outre les administrations et les ISBSM, le périmètre de consolidation de l'OCDE exclut également l'agriculture, les branches d'intermédiations financières (banques et assurances), les branches d'activités économiques proches de l'État (enseignement, santé et action sociale) ainsi que les branches artistiques, récréatives et des autres activités de services. Les chiffres pour la Suisse ont dès lors été adaptés afin de correspondre au cadre d'analyse de référence de l'OCDE.

## Répartition des emplois par classes de taille pour une sélection de pays, en 2018

G9



Sources: OFS – Statistique structurelle des entreprises STATENT);  
OECD – SDBS (Structural Business Statistics)

© OFS 2021

## Résumé et bilan

Avec plus de 99% des unités et plus de deux tiers des emplois de l'économie marchande, les PME constituent la pierre angulaire de l'économie suisse. Sur la période 2011–2019, on peut relever l'importance des entreprises de moins de dix emplois qui sont de plus en plus nombreuses, mais avec une taille moyenne tendanciellement plus petites.

Les grandes entreprises ne sont toutefois pas en reste et contribuent de façon significative à la progression de l'emploi dans les secteurs secondaires et tertiaires alors que les PME y contribuent uniquement dans le secteur des services.

Dans le secteur secondaire, l'industrie pharmaceutique crée plus de 9000 emplois supplémentaires, principalement grâce aux grandes entreprises. Ce mouvement permet de ralentir la désindustrialisation observée sur la période 2011–2019. Dans le secteur des services, la branche de la santé et de l'action sociale occupe la première place en termes de progression absolue de l'emploi. Les quelques 122 000 emplois supplémentaires au sein de cette activité entre 2011 et 2019 se partagent à part égale entre PME et grandes entreprises. Toutefois, pour les PME, la hausse de l'emploi se traduit aussi par une hausse significative du nombre d'entreprises. Ce phénomène s'observe par exemple dans le domaine de la médecine spécialisée. Pour les grandes entreprises, les emplois supplémentaires se concentrent dans des structures existantes, notamment dans les activités hospitalières.

À côté de l'importance croissante des très petite entreprises, trois autres tendances spécifiques aux PME sont soulignées dans cette publication: la spécialisation dans des domaines de pointe du secteur des services, une implantation en hausse dans les communes urbaines et une contribution relativement importante des PME pour le commerce extérieur de biens. Dans ce dernier cas, l'image est affectée par le nombre d'emplois et l'appartenance à un groupe d'entreprises.

Ainsi, les PME suisses sont rarement membres d'un groupe. Toutefois, lorsqu'elles sont dans cette constellation ou qu'elles comptent au moins 10 emplois, elles participent proportionnellement beaucoup plus aux échanges internationaux de biens.

Finalement, en comparaison internationale, la Suisse a un tissu économique relativement plus homogène en termes de classes de taille d'entreprise. Toutefois, les analyses réalisées dans le cadre de cette publication soulignent une tendance à la polarisation avec, d'un côté, des microentreprises de plus en plus petites et nombreuses et d'un autre côté, des grandes entreprises de plus en plus grandes. Le tissu économique suisse a ainsi une répartition des entreprises et emplois par classe de tailles qui tend à se rapprocher de certains pays du nord de l'Europe tels que la Norvège, le Danemark ou encore les Pays-Bas. Ces pays comptent une forte proportion à la fois des microentreprises et des grandes entreprises.

---

**Éditeur:** Office fédéral de la statistique (OFS)

**Renseignements:** [statent@bfs.admin.ch](mailto:statent@bfs.admin.ch), tél. 058 463 62 66

**Rédaction:** Joachim Welte, OFS

**Série:** Statistique de la Suisse

**Domaine:** 06 Industrie et services

**Langue du texte original:** français

**Mise en page:** section DIAM, Prepress/Print

**Graphiques:** section DIAM, Prepress/Print

**Cartes:** section DIAM, ThemaKart

**En ligne:** [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch)

**Imprimés:** [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch)  
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,  
[order@bfs.admin.ch](mailto:order@bfs.admin.ch), tél. 058 463 60 60  
Impression réalisée en Suisse

**Copyright:** OFS, Neuchâtel 2021  
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,  
si la source est mentionnée.

**Numéro OFS:** 1662-1900